

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1996-1997

20 MARS 1997

Proposition de déclaration de révision de l'article 10 de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives au droit des femmes et des hommes à l'égalité

(Déposée par Mme de Bethune et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

Introduction

«Malgré l'amélioration considérable de la place de la femme dans la société moderne et, en particulier, les développements juridiques incontestables qui se sont fait jour sur le plan de l'égalité entre les femmes et les hommes, la situation de la femme reste incertaine dans plus d'un domaine.» C'est par cette phrase que débute le rapport du Comité de coordination belge pour la préparation de la Conférence mondiale sur les femmes de l'O.N.U., tenue à Pékin en septembre 1995.

L'expérience pratique montre en effet que les femmes, qui représentent plus de la moitié de la population belge, sont encore confrontées à de nombreuses inégalités de fait et ce, à tous les niveaux de la vie sociale.

La présente proposition de déclaration de révision de la Constitution vise à insérer explicitement le droit à l'égalité des femmes et des hommes dans l'article 10 de la Constitution.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1996-1997

20 MAART 1997

Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 10 van de Grondwet, om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen

(Ingediend door mevrouw de Bethune c.s.)

TOELICHTING

Inleiding

«Ondanks de aanzienlijke verbetering van de plaats van de vrouw in de hedendaagse maatschappij, en meer bepaald van de onweerlegbare juridische ontwikkelingen op het vlak van de gelijkheid tussen vrouwen en mannen, blijft de situatie van de vrouw op meer dan één gebied onzeker.» Met deze zin opent het Belgisch verslag dat werd opgesteld door het Belgische Coördinatiecomité ter voorbereiding van de UNO-Wereldconferentie over Vrouwen die plaatsvond te Peking in september 1995.

De praktijk toont inderdaad aan dat vrouwen, die meer dan de helft van de Belgische bevolking vormen, *de facto*, en dit op alle niveaus van het maatschappelijk leven, nog steeds getroffen worden door tal van ongelijkheden.

Dit voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet strekt ertoe het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen uitdrukkelijk op te nemen in artikel 10 van de Grondwet.

Un nouveau partenariat social entre les femmes et les hommes

La société est composée de deux groupes de population égaux: les femmes et les hommes. Par conséquent, une société ne saurait être démocratique si elle n'est pas fondée sur l'égalité et l'équivalence réelles entre les femmes et les hommes. Cela signifie que les femmes et les hommes doivent contribuer sur un pied d'égalité, avec leurs compétences, leurs connaissances et leurs expériences respectives, au développement de la société et ce, à tous les niveaux.

La présente proposition ne cherche donc pas à promouvoir exclusivement les droits de la femme, mais plutôt à promouvoir l'idée d'un nouvel équilibre social, le «nouveau partenariat social» entre les femmes et les hommes, suivant lequel les femmes et les hommes prennent une même part et assument des responsabilités équivalentes au sein de la famille, au travail, dans la politique et au sein de la société civile.

Les auteurs de la proposition estiment que ce droit à l'égalité entre les femmes et les hommes constitue un principe fondamental, dont la mise en œuvre doit être l'objectif explicite de toute démocratie paritaire digne de ce nom. C'est pour cette raison que le droit à l'égalité doit être inscrit dans notre Constitution. (cf. Vogel-Polsky, E., «*Genre et droit: les enjeux de la parité*», *Principes et enjeux de la parité, Cahiers du Gedesst*, n° 17, 1996, 11-32). Il s'agit là d'une condition essentielle pour éliminer le déficit démocratique actuel (cf. Freixes Sanjuan, T., *Droits fondamentaux, égalité entre femmes et hommes, citoyenneté et droits économiques et sociaux, Quaderns de Treball*, n° 5, Centre d'Estudis de Drets Humans, Universitat Autònoma de Barcelona, 1995, 12).

Actualisation de la Constitution

Il faut considérer l'insertion dans la Constitution du droit à l'égalité entre les femmes et les hommes comme une étape indispensable de l'évolution de la pensée égalitaire dans la Constitution belge.

Le principe constitutionnel de l'égalité qui est actuellement en vigueur a été conçu en 1831. À l'époque, ce principe constituait la forme la plus radicale de l'égalité juridique et des caractéristiques comme le sexe n'étaient pas jugées pertinentes en droit, ce qui explique le caractère asexué prononcé de la Constitution belge, et notamment de son article 10.

Même si l'on admet généralement que la notion de l'égalité de tous les Belges devant la loi telle qu'elle est garantie par l'article 10 de la Constitution suppose également l'égalité des femmes et des

Een nieuw maatschappelijk partnerschap van vrouwen en mannen

De samenleving bestaat uit twee gelijke bevolkingsgroepen: vrouwen en mannen. Een samenleving kan derhalve slechts democratisch worden genoemd als ze steunt op de daadwerkelijke gelijkheid en gelijkwaardigheid van vrouwen en mannen. Dit impliceert dat vrouwen en mannen op voet van gelijkheid met hun respectieve bekwaamheden, kennis en ervaring samenbouwen aan de ontwikkeling van de maatschappij, en dit op alle niveaus.

Dit voorstel ijvert dan ook niet uitsluitend voor de rechten van de vrouw, maar wel voor de idee van een nieuw maatschappelijk evenwicht, het zogenaamde «nieuw maatschappelijk partnerschap» van vrouwen en mannen, waarbij vrouwen en mannen gelijk en gelijkwaardig deelnemen aan en verantwoordelijkheid opnemen in gezin, politiek en maatschappelijk middenveld.

De indieners zijn van oordeel dat dit recht op gelijkheid van vrouwen en mannen een fundamenteel beginsel is, dat dient te worden beschouwd als de uitdrukkelijke doelstelling van iedere ware, paritaire democratie en daarom dient ingeschreven in onze Grondwet (cf. Vogel-Polsky, E., «*Genre et droit: les enjeux de la parité*», *Principes et enjeux de la parité, Cahiers du Gedesst*, nr. 17, 1996, 11-32). Dit is essentieel, wil men een einde maken aan het thans bestaande democratisch deficit (cf. Freixes Sanjuan, T., *Droits fondamentaux, égalité entre femmes et hommes, citoyenneté et droits économiques et sociaux, Quaderns de Treball*, nr. 5, Centre d'Estudis de Drets Humans, Universitat Autònoma de Barcelona, 1995, 12).

Actualisering van de Grondwet

De opname in de Grondwet van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen dient te worden beschouwd als een noodzakelijke en actuele stap in de evolutie van het Belgisch grondwettelijk gelijkheidsdenken.

Het huidige grondwettelijke gelijkheidsbegrip werd in 1831 geconcipieerd als de meest radicale rechtsgelijkheid, waarbij eigenschappen als geslacht niet relevant werden geacht voor het recht. Dit verklaart het duidelijk asexueel karakter van de Belgische Grondwet, en met name van artikel 10 van de Grondwet.

Alhoewel algemeen wordt aangenomen dat onder de notie van de gelijkheid van alle Belgen voor de wet, zoals wordt gegarandeerd in artikel 10 van de Grondwet, eveneens de gelijkheid van vrouwen en

hommes (Conseil d'État, 15 mars 1974, *R.J.D.A.*, 1974, 192), une interprétation implicite de ce genre ne suffit pas. Le droit à l'égalité des femmes et des hommes doit être formulé expressément et doit être inscrit en tant que droit fondamental dans la Constitution, qui est la norme juridique la plus élevée du pays.

La reconnaissance, dans notre charte fondamentale, du droit à l'égalité des femmes et des hommes est importante parce que la Constitution a une valeur symbolique importante. Comme elle est la norme juridique la plus élevée, la Constitution doit être le reflet explicite de la société et elle se doit de faire écho aux préoccupations de celle-ci. Dans cette optique, insérer le droit à l'égalité des femmes et des hommes dans la Constitution revient à émettre un signal fort qui montre que la Belgique considère ce droit comme essentiel pour l'ordre juridique.

La reconnaissance constitutionnelle du droit à l'égalité des femmes et des hommes est également importante en raison de la capacité qu'elle a d'orienter la politique des autorités et d'instruire le législateur (développements de la proposition de compromis Stroobant-Taminiaux, doc. Sénat, S.E. 1991-1992, n° 100-2/3°, p. 13). Inscrire dans la Constitution le droit à l'égalité des femmes et des hommes en tant que droit fondamental signifie donc concrètement que toutes les autorités, à tous les niveaux, devront en tenir compte dans toutes leurs décisions.

On ferait ainsi de l'égalité des femmes et des hommes une mission permanente de l'autorité, qui serait indépendante des priorités politiques des gouvernements successifs.

Enfin, il importe que le droit à l'égalité des femmes et des hommes soit incorporé à l'article 10 de la Constitution, pour donner à la Cour d'arbitrage la possibilité d'apprécier le respect de ce droit, tel qu'il est formulé à l'article 10 révisé de la Constitution, dans les lois, les décrets et les ordonnances.

Contexte international

L'égalité des droits entre les femmes et les hommes est mentionnée expressément dans le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

Comme d'autres conventions internationales importantes sur les droits de l'homme, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales cite le sexe comme l'une des causes qui ne peuvent donner lieu à des discriminations (*Platform for Action, Report of the fourth World Conference on Women, Beijing, 4-15 september 1995*, par. 214).

L'intérêt suscité par la position particulière de la femme au cours des dernières décennies a débouché

mannen dient te worden verstaan (Raad van State, 15 maart 1974, *RJDA*, 1974, 192) volstaat dergelijke impliciete interpretatie niet. Het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen dient op een uitdrukkelijke manier te worden verwoord en als een fundamenteel recht te worden ingeschreven in de Grondwet, de hoogste rechtsnorm van het land.

De grondwettelijke erkenning van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen is belangrijk omdat de Grondwet een grote symbolische waarde heeft. Als hoogste rechtsnorm dient de Grondwet de uitdrukkelijke afspiegeling van een maatschappij te zijn en een weerslag van de bekommernissen die in die maatschappij leven. De opname in de Grondwet van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen heeft in die zin dan ook een krachtige signaalfunctie en toont aan dat in België dit recht essentieel is voor de rechtsorde.

Het belang van een grondwettelijke erkenning van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen ligt tevens in haar vermogen het overheidsbeleid richting te geven en de wetgever te instrueren (Toelichting bij het compromis-voorstel Stroobant-Taminiaux, Gedr. St., Senaat, BZ, 1991-1992, nr. 100-2/3°, blz. 13). Het als fundamenteel recht in de Grondwet inschrijven van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen betekent dan ook concreet dat dit recht in acht zal dienen te worden genomen bij iedere beslissing, door iedere overheid, op ieder niveau.

Aldus wordt de gelijkheid van vrouwen en mannen een blijvende opdracht voor de overheid, ongeacht de politieke prioriteiten van de verschillende regeringen.

Het is tenslotte van belang dat het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen wordt geïncorporeerd in artikel 10 van de Grondwet: het Arbitragehof heeft hierdoor de mogelijkheid alle wetten, decreten en ordonnances te toetsen aan dit recht op gelijkheid van vrouwen en mannen, zoals verwoord in het herziene artikel 10 van de Grondwet.

Internationale context

Gelijke rechten voor mannen en vrouwen worden uitdrukkelijk vermeld in de Preambule van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 1948.

Ook het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden vermeldt, net als alle andere grote internationale mensenrechtenverdragen, het geslacht als één van de gronden op basis waarvan niet mag worden gediscrimineerd. (*Platform for Action, Report of the fourth World Conference on Women, Beijing, 4-15 september 1995*, par. 214).

De aandacht van de voorbije decennia voor de bijzondere positie van de vrouw resulteerde op

sur la Convention de l'O.N.U. du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toute forme de discrimination envers les femmes. Dans son article 2, a), cette convention oblige tous les États contractants à «inscrire dans leur constitution nationale ou toute autre disposition législative appropriée le principe de l'égalité des hommes et des femmes, si ce n'est déjà fait».

Aujourd'hui, le débat est focalisé sur le thème de l'égalité des femmes et des hommes. L'idée-force est que le sexe ne doit pas seulement être considéré comme une des nombreuses causes de non-discrimination: au contraire, le droit à l'égalité des hommes et des femmes doit être reconnu et formulé comme étant un droit de l'homme autonome, positif et fondamental.

C'est ainsi qu'à la Conférence mondiale de l'O.N.U. sur les droits de l'homme qui s'est tenue à Vienne en juin 1993, il a été déclaré expressément que les droits de la femme et de la jeune fille étaient inaliénables et qu'ils étaient indissolublement liés aux droits universels de l'homme. Non seulement la discrimination envers les femmes viole les droits fondamentaux et la dignité des femmes, mais elle les empêche de contribuer et de participer à la vie politique, sociale, économique et culturelle dans les mêmes conditions que les hommes.

La lutte pour l'égalité des femmes et des hommes était également un des principaux thèmes de la Quatrième Conférence mondiale de l'O.N.U. sur les femmes qui s'est tenue à Pékin en septembre 1995.

L'évolution vers la reconnaissance de l'égalité des femmes et des hommes comme un droit de l'homme fondamental et autonome se manifeste également au sein du Conseil de l'Europe, où l'on étudie actuellement la faisabilité d'un protocole additionnel à la C.E.D.H. qui affirmerait de manière explicite le droit à l'égalité des femmes et des hommes.

Enfin, les auteurs de la proposition font référence aux développements qui se font jour dans d'autres pays, où l'on s'efforce d'obtenir la reconnaissance constitutionnelle du droit à l'égalité des femmes et des hommes. Il n'en faut pour preuve que l'adaptation, le 27 octobre 1994, de l'article 3, deuxième alinéa, de la constitution fédérale de l'Allemagne ainsi que les modifications similaires des constitutions de quelques lands (Berlin, Brandebourg et Mecklembourg-Poméranie occidentale).

Capacité portante de la société

L'idée d'un droit fondamental à l'égalité des femmes et des hommes en tant qu'expression du nouveau partenariat social entre les femmes et les hommes et en tant que condition indispensable pour pouvoir parler d'une démocratie digne de ce nom, bénéficie du soutien de l'ensemble de la société.

18 december 1979 tot het UNO-Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen. Dit Verdrag verplicht in artikel 2, a), alle verdragsstaten ertoe «het beginsel van gelijkheid van mannen en vrouwen in de nationale grondwet of in een andere geëigende wetgeving op te nemen, indien dit nog niet is gebeurd».

Vandaag staat het thema van de gelijkheid van vrouwen en mannen in het centrum van het debat. Hierbij treedt de idee krachtig naar voren dat het geslacht niet louter als één van de vele niet-discriminatiegronden kan worden beschouwd, maar dat integendeel het recht op gelijkheid van mannen en vrouwen als een zelfstandig, positief, fundamenteel mensenrecht dient te worden verwoord en erkend.

Zo werd tijdens de UNO-Conferentie over de rechten van de mens te Wenen, in juni 1993, uitdrukkelijk verklaard dat de rechten van de vrouw en van het meisje onvervreemdbaar en onlosmakelijk verbonden zijn met de universele rechten van de mens. Discriminatie van vrouwen schendt niet enkel de fundamentele rechten en de waardigheid van vrouwen, maar ondermijnt tevens hun inbreng en deelname, in dezelfde omstandigheden als de mannen, aan het politieke, sociale, economische en culturele leven.

«Strijd voor gelijkheid van vrouwen en mannen» was tevens één van de hoofdthema's van de vierde UNO-Wereldconferentie over Vrouwen die in september 1995 te Peking plaatsvond.

De evolutie naar de erkenning van de gelijkheid van vrouwen en mannen als een zelfstandig fundamenteel mensenrecht is ook merkbaar in de schoot van de Raad van Europa, waar thans de haalbaarheid wordt onderzocht van een aanvullend protocol bij het EVRM dat het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen uitdrukkelijk verwoordt.

Verwijzen we tenslotte naar de ontwikkelingen in andere landen, waar wordt geijverd voor het grondwettelijk erkennen van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen, zoals het op 27 oktober 1994 in de Duitse federale Grondwet aangepaste artikel 3, tweede lid, en de analoge grondwetswijzigingen in enkele Länder (Berlijn, Brandenburg en Mecklenburg-Vorpommern).

Maatschappelijk draagvlak

De idee van het fundamenteel recht op gelijkheid van vrouwen en mannen, als uitdrukking van het nieuw maatschappelijk partnerschap van vrouwen en mannen en als noodzakelijke voorwaarde voor een volwaardige democratie, wordt gedragen vanuit de brede samenleving.

Dans notre pays, plusieurs organisations politiques de femmes, le *Nederlandstalige Vrouwenraad* (Van Varenbergh, M., «*Positieve acties en quota juridisch bekeken*» *Vrouwenraad*, 1996, n° 1, 30) et le Conseil pour l'égalité des chances des hommes et des femmes (avis n° 4 du 26 juin 1995 du Conseil de l'égalité des chances relatif à la participation des femmes à la vie politique) œuvrent pour la reconnaissance constitutionnelle du droit à l'égalité des femmes et des hommes.

De même, dans le contexte de la Conférence intergouvernementale européenne, plusieurs groupes plaident pour la reconnaissance de l'égalité des femmes et des hommes en tant que droit (de l'homme) fondamental et pour l'inclusion de ce droit dans le nouveau Traité de l'Union européenne. Parmi ces groupes, on trouve notamment le *European Women's Lobby*, le principal organe de coordination des organisations non gouvernementales de femmes de l'Union européenne.

Au niveau parlementaire belge, l'idée de l'ancrage d'un droit fondamental à l'égalité des femmes et des hommes apparaît dans un certain nombre de documents parlementaires récents concernant le Traité de Maastricht révisé.

Le mémorandum sur la Conférence intergouvernementale de 1996 qui a été adopté par le Sénat le 21 mars 1996 contient en son chapitre 4, sous le titre «La citoyenneté européenne», un plaidoyer pour l'inscription, dans le nouveau traité, du droit fondamental des hommes et des femmes à l'égalité, «en vue d'élargir le domaine d'application du principe d'égalité à toutes les politiques pour lesquelles l'Union européenne est compétente; de tendre vers la participation égale des hommes et des femmes à la prise de décision à tous les niveaux. Ces dispositions doivent être formulées d'une manière positive et non comme le résultat d'une interdiction de toute discrimination» (doc. Sénat, 1995/1996, n° 1-140/10, p. 13).

On trouve un message similaire dans l'avis émis le 1^{er} février 1996 par le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes sur la note de politique du Gouvernement au Parlement concernant la Conférence intergouvernementale de 1996 (doc. Sénat, 1995-1996, n° 1-129/6).

Si la Belgique lance un appel en vue d'insérer le droit des femmes et des hommes à l'égalité dans la Constitution européenne, elle doit d'abord inscrire ce droit dans sa propre Constitution.

Déclaration de révision de la Constitution

Les auteurs de la présente proposition demandent expressément que l'article 10 de la Constitution soit

In eigen land wordt naar een grondwettelijke erkenning van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen gestreefd door verschillende politieke vrouwenorganisaties, door de Nederlandstalige Vrouwenraad (Van Varenbergh, M., «*Positieve acties en quota juridisch bekeken*», *Vrouwenraad*, 1996, nr. 1, 30) en door de Raad van de Gelijke Kansen voor Mannen en Vrouwen (advies nr. 4 van 26 juni 1995 van de Raad van de Gelijke Kansen betreffende de deelname van de vrouwen aan het politieke leven).

Ook in de context van de Europese Intergouvernementele Conferentie wordt vanuit diverse hoek en in het bijzonder door de *European Women's Lobby*, de grootste koepel binnen de Europese Unie van niet-gouvernementele vrouwenorganisaties, gepleit voor de erkenning van de gelijkheid van vrouwen en mannen als fundamenteel (mensen)recht en voor de opname van dit recht in het nieuwe Verdrag van de Europese Unie.

Op Belgisch parlementair niveau is de idee van de verankering van een fundamenteel recht op gelijkheid van vrouwen en mannen terug te vinden in enkele recente parlementaire documenten betreffende het herziene Verdrag van Maastricht.

In het Memorandum over de Intergouvernementele Conferentie van 1996, op 21 maart 1996 aangenomen in de Senaat, wordt in hoofdstuk IV, onder de hoofding «Europees burgerschap», gepleit voor de opname in het nieuwe Verdrag van het fundamenteel recht van vrouwen en mannen op gelijkheid, «ten einde het toepassingsgebied van het gelijkheidsbeginsel uit te breiden tot alle beleidsaspecten waarvoor de Europese Unie bevoegd is en ten einde te streven naar gelijke deelneming van mannen en vrouwen aan de besluitvorming op alle niveaus. Deze bepalingen dienen op een positieve wijze te worden geformuleerd en niet als het resultaat van een verbod op discriminatie» (Gedr. St., Senaat, 1995-1996, nr. 1-140/10, blz. 13).

Een gelijkaardige boodschap is terug te vinden in het advies van 1 februari 1996 van het Adviescomité voor Gelijke Kansen voor vrouwen en mannen van de Belgische Senaat over de beleidsnota van de regering aan het Parlement betreffende de Intergouvernementele Conferentie van 1996 (Gedr. St., Senaat, 1995-1996, nr. 1-129/6).

Wanneer België een oproep lanceert om het fundamenteel recht op gelijkheid van vrouwen en mannen in de Europese grondwet te incorporeren, dient zij dit recht *a priori* in de eigen Grondwet op te nemen.

Inherzieningstelling van de Grondwet

De indieners van dit voorstel vragen uitdrukkelijk dat artikel 10 van de Grondwet in herziening wordt

déclaré soumis à révision en vue d'ancrer dans la Constitution le droit des femmes et des hommes à l'égalité. C'est à dessein qu'ils ne font pas usage de la possibilité qui est offerte par la déclaration de révision de la Constitution du 12 avril 1995 d'insérer, au titre II de celle-ci, «des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales».

Les auteurs de la présente proposition estiment d'ailleurs que cette convention ne constitue pas une base suffisante pour la modification proposée de la Constitution. L'article 14 de la convention énumère les critères sur la base desquels on ne peut pas établir de discrimination en ce qui concerne la jouissance des droits et libertés reconnus par la convention et ses protocoles additionnels.

La convention mentionne le sexe en sus de la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

Le sexe est cependant un critère d'un tout autre ordre et on ne peut pas l'assimiler sans plus aux autres critères énumérés. En effet, tout le monde appartient nécessairement à l'un des deux sexes et nul ne peut échapper à ce fait.

Le philosophe français André Comte-Sponville l'explique très bien dans les citations suivantes :

«Ce ne sont pas les femmes qui sont une communauté; c'est l'humanité qui est sexuée, et l'on ne saurait mettre cette différence-là, qui nous constitue, qui nous traverse, qui nous engendre, au même niveau que des différences superficielles (la couleur de la peau), idéologiques (la religion) ou sociales (le métier, le comportement...). Les femmes ne sont pas une minorité, qu'il faudrait protéger. Elles ne sont pas non plus une classe ou un groupe de pression. Elles sont la moitié de l'humanité, et aucune démocratie ne saurait justifier qu'on l'oublie.»

«...on peut très bien concevoir l'humanité si nous étions tous de la même couleur. Je ne vois pas ce que serait l'humanité s'il n'y avait qu'un seul sexe...» (Halimi, G., *Observatoire de la parité, Rapport de la Commission pour la parité entre les femmes et les hommes dans la vie politique*, France, 1997).

*
* *

gesteld om het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen grondwettelijk te verankeren. Zij maken bewust geen gebruik van de mogelijkheid die de verklaring tot herziening van de Grondwet van 12 april 1995 biedt om in titel II «nieuwe bepalingen in te voegen die de bescherming moeten verzekeren van de rechten en vrijheden, gewaarborgd door het (Europees) Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden».

De indieners van dit voorstel zijn immers de mening toegedaan dat dit Verdrag niet voldoet als basis om de thans voorgestelde grondwetswijziging door te voeren. Artikel 14 van het Verdrag somt de criteria op op grond waarvan, bij het genot van de rechten en vrijheden die in het Verdrag en zijn aanvullende Protocolen zijn vermeld, niet mag worden gediscrimineerd.

Hierbij wordt het geslacht vermeld naast ras, kleur, taal, godsdienst, politieke of andere overtuiging, nationale of maatschappelijke afkomst, het behoren tot een nationale minderheid, vermogen, geboorte of andere status.

Het geslacht is echter van een totaal andere, structurele orde en kan niet zomaar gelijk gesteld worden aan de andere vernoemde criteria. Iedereen behoort immers altijd en noodzakelijkerwijze tot een bepaald geslacht en aan dit gegeven kan niet worden voorbijgegaan.

Dit wordt treffend verwoord door de Franse filosoof André Comte-Sponville in de volgende citaten :

«Ce ne sont pas les femmes qui sont une communauté; c'est l'humanité qui est sexuée, et l'on ne saurait mettre cette différence-là, qui nous constitue, qui nous traverse, qui nous engendre, au même niveau que des différences superficielles (la couleur de la peau), idéologiques (la religion) ou sociales (le métier, le comportement...). Les femmes ne sont pas une minorité, qu'il faudrait protéger. Elles ne sont pas non plus une classe ou un groupe de pression. Elles sont la moitié de l'humanité, et aucune démocratie ne saurait justifier qu'on l'oublie.»

«... on peut très bien concevoir l'humanité si nous étions tous de la même couleur. Je ne vois pas ce que serait l'humanité s'il n'y avait qu'un seul sexe...» (Halimi, G., *Observatoire de la parité, Rapport de la Commission pour la parité entre les femmes et les hommes dans la vie politique*, Frankrijk, 1997).

Sabine de BETHUNE.

*
* *

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 10 de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives au droit des femmes et des hommes à l'égalité.

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 10 van de Grondwet, om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen.

Sabine de BETHUNE.
Anne-Marie LIZIN.
Jeannine LEDUC.
Francy VAN DER WILDT.
Michèle BRIBOSIA-PICARD.
Martine DARDENNE.
Vera DUA.
Bea CANTILLON.
Erika THIJIS.